

Le hashtag "Help Turkey" (aide la Turquie) scandalise R.T.Erdogan



La Turquie est ravagée par [les feux de forêt](#) les plus destructeurs de son histoire récente (huit personnes tuées).

Sur twitter le hashtag [#HelpTurkey](#) ("Aidez la Turquie"), enflamme aussi la toile.

Le président turc [Recep Tayyip Erdogan](#), en butte à une des plus grandes crises en 18 ans de pouvoir, s'est dit outré qu'on dise que son pays a besoin d'aide.

"En réponse à cela, il n'y a qu'une chose à dire : Strong (forte) Turkey", a-t-il déclaré. Pour le dirigeant, il s'agirait d'un acte de "terreur" propagé "depuis l'Amérique, l'Europe et certains autres endroits".

D'où vient le slogan ? Le gouvernement turc soutient que le hashtag [#HelpTurkey](#) est généré par des faux comptes pour manipuler l'opinion publique.

Les appels à la solidarité sont courants sur Twitter. Egalement touchée

par [des incendies gigantesques](#), la Grèce a des messages contenant #HelpGreece ("Aidez la Grèce"). Athènes a reçu l'aide internationale, dont celle de la France, avec 80 pompiers et trois Canadiens .

La Turquie manque plus particulièrement de bombardiers d'eau. Le slogan apparaît après une communication perçue comme déconnectée des réalités, d'Erdogan, venu visiter les régions incendiées dans un car & une forte escorte policière, équipé de mégaphones, à partir duquel il jetait des sacs de thé aux habitants en pleine nuit.

La polémique de #HelpTurkey intervient dans un contexte de tour de vis sur les réseaux sociaux, lieu de débats libres contre des média pro-gouvernement.

Twitter, Facebook et les autres se plient aux nouvelles lois qui obligent les plateformes à désigner des représentants locaux pouvant saisir la justice dans le but de retirer des publications problématiques.

Recep Tayyip Erdogan a annoncé une nouvelle loi de régulation des réseaux sociaux devant le Parlement en octobre, sans détails .

Yaman Akdeniz (expert en droit numérique) doute des "faux" comptes. "Pendant que la polémique agite les réseaux sociaux, les incendies continuent dans la vraie vie".

"notre machine gouvernementale a de sérieux problèmes de fonctionnement, et va sans aucun doute introduire un nouveau crime puis une nouvelle loi sur la désinformation, dans le but de museler davantage les voix critiques sur les réseaux sociaux".